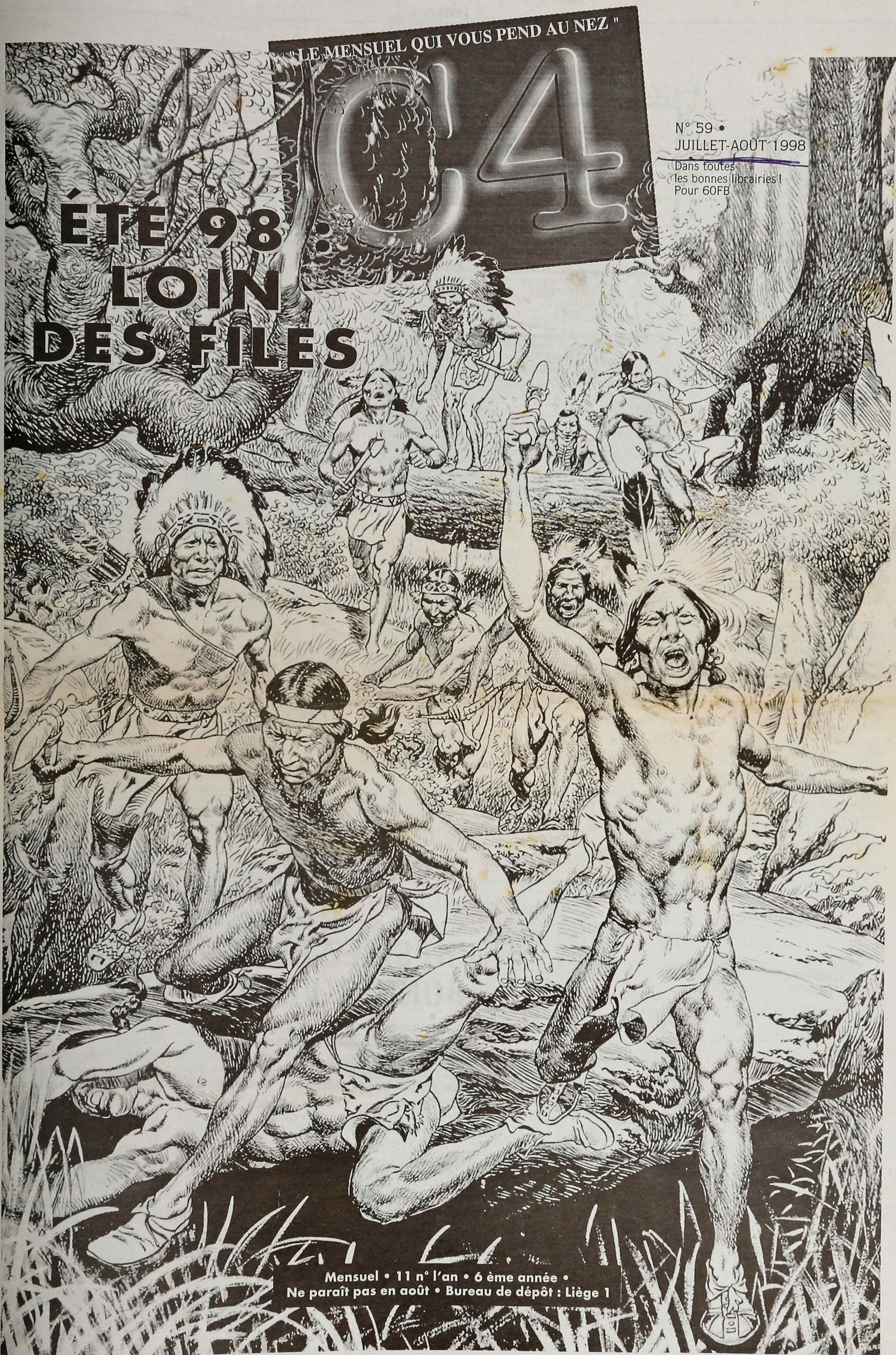


199807KA-00039-8

p. 8 et 9



Une double page
de Laurence Vanpaeschen

Officiellement, voilà huit ans que la guerre a pris fin au Liban, sept ans que les milices ont été désarmées. La "reconstruction" bat son plein, les capitaux rentrent, les chefs d'Etat visitent. Les élections municipales de ce mois de Juin - les premières depuis 35 ans - ont été saluées comme "la première avancée démocratique" de l'après-guerre. La seule ombre au tableau serait l'occupation israélienne du Sud Liban, internationalement condamnée. Officiellement.

DANS les faits, le lait et le miel se sont taris dans une vallée de larmes pour la grande majorité des Libanais, exclus d'une reconstruction d'apparat qui se fait sans eux. Le luxe du centre ville, des ensembles commerciaux et des golf-clubs n'arrive pas à masquer l'immense détresse sociale du plus grand nombre.

La classe moyenne d'avant-guerre, paupérisée et surrendettée, tente de voiler la misère qui guette. "On a tout perdu", raconte cette femme d'une banlieue "chrétienne" de Beyrouth. "Mais la misère se cache, nous ne la verrez que si vous entrez dans l'intimité des foyers. Les femmes arrivent encore à être élégantes, mais c'est en rapierant leurs vêtements. Les mariés ont souvent plusieurs boutons d'appoint, les enfants arrêtent leurs études de plus en plus tôt et beaucoup s'endettent simplement pour pouvoir manger..."

Les pauvres eux, sont maintenant misérables. Les enfants dans les rues ne cachent plus leur mendicité derrière d'improbables gadgets à échanger contre quelques sous. Ils tendent la main, insupportablement. Tellement insupportablement qu'un passage souterrain relie maintenant un des hôtels de luxe de la Corniche (1) à sa piscine en bord de mer où l'on pourra - pour 40 dollars et derrière de hautes barricades de toile - se prélasser sans avoir à subir le regard de ceux qui ne peuvent plus que regarder.

Les oubliés de la reconstruction

"La guerre est toujours là", disent ceux qui l'osent. "Nous ne pourrons jamais vivre avec eux" à chacun son "eux", qu'il subit, combat, tolère ou ignore : les "chrétiens", les "musulmans", la tutelle syrienne, l'occupation israélienne, voire l'Etat libanais. Une des raisons de cette tension latente est sans doute que la "reconstruction" se fait par et pour quelques-uns, sans aucun projet social et que le nombre des laissés pour compte ne cesse de croître. Une autre raison est que la renaissance se fait sur un seul mot d'ordre : l'oubli. Amnésie forcée plus que réconciliation, qu'on ne peut enfreindre sans être suspecté de menacer la paix. Difficile pourtant d'oublier une guerre qui, sur une population totale de 3 millions de personnes, a fait 200.000 morts, 300.000 blessés et 1 million de déplacés, dont beaucoup n'ont pas encore retrouvé leur foyer.

Au-delà des chiffres officiels, il en est d'autres, que l'on tait. Entre le 26 février 1975 et le 13 octobre 1990, début et fin de la guerre, 17.000 per-

DISPARUS

mon mari. Puis je suis tombée sur un agent des services secrets. Il m'a dit que si je connaissais quelqu'un des Forces Libanaises, je pourrais avoir un pistolet pour en savoir plus. Pour moi, ça voulait dire que l'Armée Libanaise l'avait donné aux F.L. Je lui ai demandé si c'était le cas, il a eu l'air embarrassé et n'a pas répondu... J'ai alors cherché des femmes qui étaient dans ma situation en pensant que si on faisait pression à plusieurs, ce serait plus efficace. J'ai lancé un appel sur une radio locale, en croyant que j'aurais deux ou trois réponses et je me suis trouvée face à des centaines de femmes ! Le comité est né à l'Ouest d'une ville déchirée. De l'autre côté de la ligne de démarcation, les chrétiennes s'organisaient. En 1990, à l'annonce de la paix, les deux comités s'unissent.

Comme en Argentine, au Mexique, en Turquie, en Bosnie... les femmes réclameront jour après jour leurs maris, leurs fils, leurs frères dans les rues, sur les places et dans les bureaux des responsables de Beyrouth. "La question des enlevés est mon histoire", dit Wadad, "mais c'est aussi une question nationale". Une question délicate aux implications politiques et sociales d'importance.

"Mon mari", explique-t-elle, "faisait partie d'une organisation communiste du travail. Je ne crois pas qu'en l'ayant arrêté pour cette seule raison. Pendant l'invasion israé-

lienne, il a été très actif, dans le soutien social des Libanais qui étaient restés à Beyrouth pendant l'invasion. Il acheminait la farine aux fours pour la population, il faisait l'inventaire des abris et y dirigeait les gens pendant les bombardements, il fournissait le pétrole aux hôpitaux pour qu'ils puissent continuer à fonctionner... Il travaillait pour le peuple, pour tout le monde. Il fallait récompenser des gens comme lui qui ont aidé les gens à rester debout. Mais chez nous, on fait le contraire. Ceux qui ont tué et détruit sont maintenant ministres ou parlementaires et ceux qui ont lutté pour la paix et pour le peuple ont disparu".

Pour S.

Malgré les rapports des mêmes organismes, la Syrie a toujours nié détenir des citoyens libanais. Elle en a pourtant libéré en Mars dernier... L'Etat libanais, lui, n'a reconnu la présence de détenus libanais dans les prisons syriennes qu'en novembre 1996, après l'avoir niée pendant des années.

Les parents des disparus et des détenus se sont organisés en comités. Chacun de leur côté. La guerre n'est finie pour aucun d'eux, mais ce n'est pas la même guerre. Les parents des disparus au Liban réclament que la lumière soit faite sur les responsabilités dans l'enlèvement de leurs proches et que leur décès soit officiellement déclaré. Au-delà du drame personnel, ce sont les structures même de l'Etat libanais qu'ils remettent en cause. Les parents des détenus en Syrie veulent le retour de leurs fils et, en sourdine, la fin de la tutelle syrienne, consacrée à l'accord de "Fraternité, Coopération et Coordination" signé à Damas en mai 1991.

La guerre des "disparus"

Les disparitions forcées, les enlèvements, de masse ou ciblés sont un des "classiques" de la terreur. Instrument de pression ou monnaie d'échange, ils ont été pratiqués pendant toute la guerre et par tous : milices, partis ou armée officielle. Maître Sinane Barrage, conseil du Comité des parents de disparus et fondateur du Comité de sauvegarde des libertés démocratiques au Liban, enquête et se bat depuis seize ans. D'abord pour obtenir des libérations, puis aujourd'hui, à l'heure du réalisme (ou du désespoir), pour qu'une enquête globale détermine les responsabilités et que le décès de ceux qui ne reviendront plus soit formellement prononcé par le pouvoir exécutif. Il nous livre son "historique schématique" des enlèvements...

"Le comité s'est formé un peu par hasard", raconte sa fondatrice et toujours présidente. "Quand mon mari a été enlevé, je suis allée le réclamer partout, du Président de la République aux services secrets. Les deux hommes qui étaient venus le chercher avaient une carte des services de renseignement de l'Armée Libanaise. Mais à l'époque, l'Armée était morcelée entre les milices. Quand je faisais la tournée des responsables, tous me répondraient qu'il y avait beaucoup d'autres enlevements, et qu'ils ne savaient rien de

Christiane Spender, Femmes palestiniennes à Beyrouth, 1992

AU LIBAN

Miser sur le temps et l'oubli

Analysé que partage Maître Barrage qui depuis 1982, multiplie les pressions nationales et internationales pour obtenir l'ouverture d'une enquête. "En 85, il y avait une accalmie et l'Etat a nommé un comité d'enquête présidé par un juge. Ce comité n'a même pas rendu de rapport. En 86 un autre comité, présidé par un ancien général de l'Armée s'est soldé par un fiasco après trois mois. En 87, le premier ministre a créé une nouvelle commission qui n'a rien donné. Depuis 1990, nous rencontrons les premiers ministres successifs, le président de la République, le chef du Parlement. Ils nous écoutent, oui, mais ne font rien". Pour S.

Barrage l'Etat ne veut pas traiter des disparus, mise sur le temps et l'oubli en prétendant que la réouverture de ce dossier est un péril pour la paix.

"Ce n'est pas nécessaire que pour eux-mêmes. La vraie raison est que les responsables des milices sont devenus ministres et ils ont peur qu'une enquête ne révèle leur responsabilité". Avec les conséquences pénales qui s'ensuivent puisque l'enlèvement est un "crime continu" qui ne tombe pas sous le coup de la loi d'amnistie promulguée à la fin de la guerre.

Sous les pressions, le chef du Parlement N. Berri et le Premier Ministre Hariri ont rédigé un projet de loi qui permettrait aux tribunaux de prononcer le décès des "disparus" après enquête individuelle. Projet que rejettent le Comité de parents et leur conseil. "D'abord", dit Maître Barrage, "il n'est pas question de parler de "disparition". Ce gens ont été enlevés, ce n'est pas qu'une question de mots, ces termes ont des implications juridiques différentes. Ensuite, l'examen au cas par cas permet d'éviter la délicate question de l'enlèvement et des responsabilités. Nous sommes dans une situation exceptionnelle, qui réclame un tribunal, des lois et des méthodes exceptionnelles. C'est l'exécutif qui doit déclarer le décès global après une enquête globale".

La déclaration de décès permettrait aux familles dont beaucoup espèrent encore un impossible retour, de "faire le deuil". Elle aurait aussi des conséquences sociales énormes. "La majorité des enlevés sont des hommes", explique Wadad. "Et ça a des conséquences sociales dramatiques, les femmes se trouvent dans des situations matérielles très précaires et sans déclaration de décès elles n'ont pas accès aux biens que le mari aurait pu laisser. Nous avons des revendications sociales : la famille qui a perdu son soutien matériel principal (mari, fils...) doit recevoir une aide de l'Etat. Nous demandons aussi que soient pris en charge la scolarité des enfants et les soins de santé de la famille. Qu'on donne une formation professionnelle aux enfants et un crédit pour qu'ils puissent monter une petite entreprise, un commerce... Nous n'avons pas de réponse à ces demandes. Pourquoi les enfants des détenus ou de disparus doivent-ils être encore penalisés ? Il y en a qui ont quitté l'école à six ans pour aller travailler à la disparition de leur père. Maintenant, ce sont des jeunes gens qui n'ont aucun avenir. Ils sont analphabètes, font des petits boulot et gardent un désir de vengeance. Il faut les soutenir pour qu'ils deviennent de vrais citoyens, et pas en faire une masse d'oubliés. Un haut responsable de l'Etat m'a dit un jour que si je continuais à parler des disparus, je préparais une nouvelle guerre civile. Pour moi, c'est le contraire : si on ne règle pas les questions qui sont encore liées à cette guerre, le risque de recommencer".

Plutôt mort que dans une prison syrienne...

Lassés de la fin de non recevoir que leurs autorités nationales leur opposent, les parents sollicitent l'une après l'autre les ambassades étrangères au Liban. Le 20 mars dernier, ils rencontraient l'ambassadeur des Etats-Unis. "Mon frère a été arrêté en 1978 par un barreau syrien du côté est de Beyrouth", raconte cet homme. "Des gens qui le connaissaient ont vu ce qui se passait. Nous sommes allés chez les gendarmes libanais pour leur demander d'ouvrir une enquête. Ils n'ont pas osé aller officiellement demander aux Syriens si ils avaient mon frère. Nous sommes allés trouver tout le monde, les responsables, les politiciens, des Libanais, des Syriens, des gens dont nous croyions qu'ils avaient des relations avec les Syriens. Certains nous ont demandé de l'argent pour obtenir des informations. Il y en a qui est allé chez un brigadier syrien avec un cadeau... Parfois ce sont seulement des escrocs. Le plus grave c'est qu'il n'y a rien eu de la part des autorités libanaises, ni à l'époque ni maintenant. Il y a quelques mois, je suis allé demander le dossier de mon frère chez les gendarmes. Ils m'ont dit que c'était interdit de donner des informations sur les disparus... La plupart de nos

proches sont dans des prisons clandestines. L'un de nous est allé il y a quelques jours en Syrie et a rencontré l'officier responsable des prisons qui lui a dit que les Libanais ne sont pas inscrits sur les registres officiels des prisons, surtout ceux qui ont été arrêtés le 13 octobre 1990. On a aussi des témoignages selon lesquels ils changent le nom des détenus. Donc quand on recherche quelqu'un, il faut connaître le nom sous lequel on l'a enregistré. Il est possible que nos proches ne soient plus vivants, mais nous voulons savoir. Nous voulons la transparence, que soient appliqués les droits de l'homme. L'Etat libanais reconnaît en quelque sorte qu'il a des détenus libanais en Syrie, puis qu'il y a parfois des libérations. Mais ils ne prennent pas leurs responsabilités. Ou est la liste de ces détenus, où sont les chefs d'accusation ? Le 24

Novembre 1996, le Président libanais a reconnu qu'il y avait 210 détenus lors d'une conférence de presse. Nous lui avons réclamé la liste, les noms, on n'a jamais voulu nous les donner. Qu'est-ce que ça veut dire ? Ce n'est pour eux qu'un chiffre ou ce sont des êtres humains ?

Certaines familles étaient soutenues depuis le début de leurs démarches par des organismes internationaux, notamment Human Rights Watch, la F.I.D.H., Amnesty International, qui a adopté le cas de certains disparus, ou plus récemment, l'association franco-libanaise SOLIDA (Solidarité avec les Libanais Détenus Arbitrairement). Ces associations ont d'ailleurs organisé fin janvier une semaine d'action et de soutien, à Paris et Bruxelles, où des membres du Comité de parents ont pu rencontrer des représentants du Parlement Européen et de la Commission Européenne.

Une association libanaise de défense des Droits de l'Homme, SOLID (Support of Lebanese in Detention) travaille également à leurs côtés depuis 1991... fait exceptionnel dans un pays qui refuse systématiquement l'installation d'organismes internationaux de défense des Droits humains sur son territoire !

Tous dénoncent depuis de nombrées années les pratiques syriennes d'arrestations arbitraires, de détention clandestine et de torture, et soulignent la coopération entre les services secrets syriens et libanais.

Un décret permettant aux familles dont beaucoup espèrent encore un impossible retour, de "faire le deuil". Elle aurait aussi des conséquences sociales énormes. "La majorité des enlevés sont des hommes", explique Wadad. "Et ça a des conséquences sociales dramatiques, les femmes se trouvent dans des situations matérielles très précaires et sans déclaration de décès elles n'ont pas accès aux biens que le mari aurait pu laisser. Nous avons des revendications sociales : la famille qui a perdu son soutien matériel principal (mari, fils...) doit recevoir une aide de l'Etat. Nous demandons aussi que soient pris en charge la scolarité des enfants et les soins de santé de la famille. Qu'on donne une formation professionnelle aux enfants et un crédit pour qu'ils puissent monter une petite entreprise, un commerce... Nous n'avons pas de réponse à ces demandes. Pourquoi les enfants des détenus ou de disparus doivent-ils être encore penalisés ? Il y en a qui ont quitté l'école à six ans pour aller travailler à la disparition de leur père. Maintenant, ce sont des jeunes gens qui n'ont aucun avenir. Ils sont analphabètes, font des petits boulot et gardent un désir de vengeance. Il faut les soutenir pour qu'ils deviennent de vrais citoyens, et pas en faire une masse d'oubliés. Un haut responsable de l'Etat m'a dit un jour que si je continuais à parler des disparus, je préparais une nouvelle guerre civile. Pour moi, c'est le contraire : si on ne règle pas les questions qui sont encore liées à cette guerre, le risque de recommencer".

Question qui est sans doute un des noeuds du problème, et qui explique le silence et les menaces auxquels se heurtent les parents. "Il est sûr qu'en réclamant nos enfants", dit la porte-parole du Comité, "nous dérangeons les relations entre l'Etat syrien et l'Etat libanais. Mais nous les dérangeons jusqu'à ce qu'on nous les rende".

Inch Allah... □

Les détenus arbitraires et l'enlèvement de citoyens libanais sont aussi pratiqués par Israël. Ce n'est pas par partialité que nous n'en parlons pas dans notre article, mais parce qu'elles se situent dans un contexte tout autre que celui des disparus ou des détenus en Syrie. Des centaines de Libanais sont détenus parfois depuis des années sans inculpation ni jugement, sans visites de leur famille ni du CICR, dans des prisons israéliennes ou dans le centre de détention de haute sécurité de Khiam dans le Sud-Liban occupé. Israël vient d'ailleurs de libérer des Libanais détenus dans ses prisons et cinquante autres qui étaient enfermés à Khiam.